

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Coût du transport : l'angoisse des parents d'élèves

ALORS que la rentrée scolaire est annoncée pour le 9 novembre prochain, nombreux sont les parents qui commencent à stresser. En cause, les augmentations incontrôlées et anarchiques du coût du transport urbain, au point que beaucoup en sont à se demander comment tenir le coup si le gouvernement continue à laisser la situation s'enliser.

Isaac MUKETA MUELE
Libreville/Gabon

Le malheur des uns fait le bonheur des autres, a-t-on coutume de dire. Dès l'apparition de la pandémie de coronavirus au Gabon, les autorités ont tout de suite mis en place les mécanismes de lutte contre cet ennemi invisible. Objectif : limiter la propagation du virus et protéger ainsi les populations de cette menace planétaire. C'est ainsi qu'est né le Comité de pilotage du plan de veille et de riposte contre l'épidémie à coronavirus (Copil) qui a alors proposé des stratégies de riposte. Entre autres mesures barrières, le confinement, la distanciation physique. Dans le secteur des transports, notamment le transport urbain, la stratégie a consisté à réduire et limiter le nombre de places dans les véhicules, les petits taxis, les taxis-bus et autres voitures clandos. Mais en faisant appliquer cette mesure, le gouvernement ne semblait pas voir venir certaines dérives. En effet, telle une réponse du berger à la bergère, tous les transporteurs du réseau urbain se sont passé le mot d'augmenter unilatéralement les tarifs des parcours. Depuis lors, pour parcourir la plus petite distance à Libreville, il faut débours

au moins 200 francs alors qu'il fallait juste payer la moitié en temps normal. Dans la commune d'Owendo, où le tarif du tronçon Awoungou- carrefour SNI était fixé à 200 francs avant la pandémie, il faut désormais abouler 300 francs le matin et 400 et 500 francs à partir de 16 heures. Carrefour SNI-Charbonnages, Pk5, Rio, etc. tous ces parcours valent désormais 500 francs. De même, il faut désormais claquer au moins 1500 francs pour une course lorsqu'on veut vite arriver à sa destination. Et comme si cela ne suffisait pas, les transporteurs ont saucissonné les parcours, ce qui est d'ailleurs leur

"Vous imaginez ce que nous dépensons en une journée ? Saluer le képi des pandores, consommer le carburant, entretenir l'état du véhicule, verser la recette journalière de 25 000 francs au propriétaire du taxi. Parfois, il ne nous reste presque rien dans la main pour nourrir nos familles".



Photo: IMM

Rien ni personne n'arrête plus les transporteurs urbains qui augmentent les coûts des trajets à leur

jeu favori.

"Je ne sais pas comment je m'y prendrai pour assurer le transport de mes deux enfants qui apprennent si loin aux lycées Léon Mba et Mandela, avec ces coûts élevés de transport fixés à tue-tête par les taxis et clandos", s'inquiète Colette Makongo, fonctionnaire de la santé habitant à Awoungou. Elle explique que ses garçons partagent d'ores et déjà les mêmes inquiétudes qu'elle. L'un d'eux, Iskot, passe en classe de première. Il a peur d'arriver cette année en retard aux cours si les autorités n'examinent pas les conditions de transport des élèves. Les transporteurs, eux, tentent de se dédouaner. "L'augmentation des tarifs est due à l'obligation faite par le gouvernement de la réduction du nombre de places dans les taxis. Et nous avons constaté que nous tournons à perte. Vous imaginez ce que nous dépensons en

une journée ? Saluer le képi des pandores, consommer le carburant, entretenir l'état du véhicule, verser la recette journalière de 25 000 francs au propriétaire du taxi. Parfois, il ne nous reste presque rien dans la main pour nourrir nos familles", informe Kofi, un conducteur de taxi-bus. Georges, jeune transporteur gabonais, souhaite d'ailleurs que les autorités leur accordent l'autorisation d'ajouter une place dans les taxis. "Au lieu de deux, on peut passer à trois. Comme ça, les tarifs des parcours pourront être révisés. De même que les gouvernants devraient revoir le sempiternel problème des contrôles intempestifs et abusifs des forces de l'ordre et de sécurité. En effet, c'est tout cela qui gangrène actuellement le transport à Libreville. Malheureusement, cette année, les parents et les élèves vont encore payer le lourd tribut", prévient-il.

Pour le président de la coordination des associations des parents d'élèves du Gabon (Capeg), Martin Ossey Kokou, la question est à l'étude. "Nous sommes en discussion avec les gouvernants et certains partenaires privés. Les équipes sont déjà en place pour explorer la préoccupation. Il s'agit de cinq groupes de travail qui sont en train de réfléchir sur les circuits de transport, l'évaluation et les statistiques des situations socioéconomiques des parents d'élèves, les mécanismes du déroulement du transport des élèves, les horaires et itinéraires ainsi que les conventions à signer avec les partenaires privés. Tout est fait pour que nos enfants aillent à l'école dans de bonnes conditions", assure-t-il. Reste à savoir ce que réserve le terrain à partir du 9 novembre, date de reprise des classes après des vacances plus longues que d'ordinaire.

Photo: IMM



Vivement que cessent les hostilités !

Olivier NDEMBI
Libreville/Gabon

SAUF imprévu, les élèves reprennent le chemin de l'école lundi 9 novembre prochain sur l'ensemble du territoire national. Une rentrée des classes peu ordinaire, tant elle se fera en pleine crise sanitaire du Covid-19. Toute chose qui appelle la communauté scolaire au strict respect des mesures barrières édictées par le gouvernement pour lutter contre la propagation de l'épidémie au sein des écoles, collèges et lycées. À côté de la question sanitaire qui justifie que les gouvernants essaient de convaincre l'opinion de tout mettre en œuvre avant cette échéance en vue de limiter les dégâts au sein des établissements d'enseignement, les parents, eux, ont un autre souci, celui du transport de leurs enfants. En effet, avec des tarifs qui augmentent chaque jour un peu plus au gré des humeurs des transporteurs (urbains, périurbains et routiers) et un contexte économique marqué par la fermeture de plusieurs entreprises, donc par l'augmentation de la pauvreté, nombre de familles se demandent comment faire face aux charges liées au transport



Photo: IMM/L'Union

quotidien de leur progéniture sur le parcours menant à l'école. C'est peut-être le lieu d'en appeler à l'attention du gouvernement pour que cette préoccupation soit prise au sérieux. D'autant que pour justifier l'augmentation du coût des trajets, taximen et autres transporteurs pointent un doigt accusateur vers les policiers et gendarmes, leurs contrôles intempestifs, tant à Libreville qu'à l'intérieur du pays, obérant considérablement leurs marges. Du coup, les populations se trouvent être les victimes innocentes d'une guéguerre qui oppose tous les jours aux transporteurs, sur la voie publique, forces de sécurité et de défense. Peut-être serait-il enfin temps que cessent ces hostilités pour que le coût du transport revienne à des niveaux supportables, surtout pour les gagne-petit de plus en plus nombreux. Tant tout est question ici de volonté politique.

convenance.

Trans'urb scolaire : pourquoi pas ?

IMM
Libreville/Gabon

EN affectant des bus Trans'urb à certaines administrations au plus fort de la lutte contre le Covid19, le gouvernement avait montré sa détermination d'endiguer un mal qui menaçait la population. Mais voilà, la pandémie de coronavirus n'est pas le seul challenge à relever. Il y a aussi le transport scolaire, tant l'épidémie reste toujours bien active. D'ailleurs, combien d'enfants

des lycées et collèges ont-ils été victimes d'échec scolaire, manqué les cours ou ont été en retard à un devoir de classe parce qu'ils n'ont pas eu de l'argent pour le taxi ? À moins de deux semaines de la rentrée scolaire sous Covid-19, beaucoup pensent que l'idée d'affecter quelques bus de la société Trans'urb à la communauté scolaire ne serait pas saugrenue. Et si l'initiative peut retenir l'attention des gouvernants, il faudrait alors encadrer le projet par un dispositif visant à endiguer le phénomène des élèves cascadeurs ou de cascadeurs de bus.

